

Mémoire dans le cadre de la consultation pour l'élaboration du prochain plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation

1. Coordonnées

Nom de l'organisation: GRIS-Montréal
Nom: Gabrielle Richard
Fonction: Directrice de la recherche
Courriel: gabrielle.richard@gris.ca

2. Présentation de l'organisation

Le GRIS-Montréal a pour mission de démystifier l'orientation sexuelle et l'identité de genre auprès de différents publics. Le modèle du GRIS est basé sur le témoignage de personnes LGBTQ+ (lesbiennes, gais, bisexuelles, trans, queers, et autres) qui partagent leur vécu et qui répondent aux questions qui leur sont posées (par exemple, *Quand as-tu su que tu étais lesbienne? Comment tes parents ont réagi quand tu leur as parlé de ta non-binarité?*). Ce faisant, notre modèle d'intervention fait appel à l'empathie et aux expériences communes entre les personnes LGBTQ+ et les personnes qu'on sensibilise à leurs réalités.

Le GRIS-Montréal gère tous les jours les répercussions des violences, de l'intimidation et de la cyberintimidation. D'abord, la majorité des interventions du GRIS-Montréal ont lieu en milieu scolaire. Nos bénévoles, dûment formé.es, interviennent à la demande des établissements scolaires. Ces derniers nous sollicitent, tantôt pour prévenir l'instauration de violences genrées (à caractère sexiste, homophobe, transphobe ou sexuel), tantôt pour rectifier le tir quand de telles violences surviennent (par exemple, lorsque le coming out d'un.e élève est mal accueilli par ses pairs, ou pour « calmer le jeu » lors d'épisodes marqués de violences). Ainsi, de bien des façons, la mission du GRIS-Montréal est de prévenir et de contrer l'intimidation scolaire.

Ensuite, le GRIS-Montréal comprend un volet consacré à la recherche. Les recherches menées par le GRIS portent sur les attitudes et les perceptions des jeunes par rapport à la diversité sexuelle et la pluralité des genres. Plus spécifiquement, nos travaux permettent d'identifier quels facteurs qui sont corrélés à quels niveaux d'aise face aux personnes LGBTQ+. La littérature scientifique a démontré qu'une personne rapportant des niveaux d'aise bas était plus susceptible d'entretenir des comportements problématiques, voire d'hostilité, à l'égard de ces personnes.

En résumé, le GRIS-Montréal possède trente ans d'expérience en intervention et en recherche sur l'intimidation et la cyberintimidation sur le genre ou sur l'orientation sexuelle, et de connaissances sur les dynamiques d'intimidation dans la sphère scolaire. C'est sur ces deux dimensions que se concentrera le présent mémoire.

3. Exposé général

La mission du GRIS-Montréal étant de démystifier l'orientation sexuelle et l'identité de genre par le témoignage, le présent mémoire portera sur l'intimidation et les violences basées sur le genre et les sexualités, lesquelles fonctionnent main dans la main. Si ces violences ciblent davantage les personnes LGBTQ+, on sait qu'elles sont également vécues et rapportées par bon nombre de personnes hétérosexuelles et cisgenres. Également, tel que spécifié plus haut, l'essentiel de nos interventions ayant lieu en milieu scolaire. C'est donc sur ces interventions que nous nous attarderons. Nous mettrons tout de même en évidence les manières dont les rapports de genre et de sexualité croisent d'autres types de rapports de pouvoir.

Un climat social qui alimente ou tempère les dynamiques d'intimidation

Depuis le début des années 2020, on assiste à une dégradation du climat social et scolaire eu égard aux personnes LGBTQ+ (lesbiennes, gais, bisexuelles, trans, queers et aux autres personnes qui ne sont pas hétérosexuelles ou cisgenres). Elles sont en effet ciblées par des reculs législatifs et une désinformation autour des réalités concernant l'identité de genre. C'est particulièrement le cas des personnes mineures trans et non-binaires (TNB). Ainsi, le Nouveau-Brunswick est la première province canadienne à avoir fait volte-face sur le droit des élèves trans et non-binaires à voir leurs prénom et pronom choisis respectés en milieu scolaire, en juin 2023; rapidement suivi de la Saskatchewan (août 2023), deux provinces qui jusqu'alors n'exigeaient pas pour ce faire l'aval des parents ou responsables légaux. L'Alberta semble vouloir emboîter le pas (octobre 2024). Le Québec est pour l'instant relativement épargné par ces lames de fond législatives, mais des événements récents (les mobilisations contre l'animation d'heures du conte par des drag queens au printemps 2024; la manifestation One Million March for Children en septembre 2023 et 2024; l'annonce de la création du Comité des sages en décembre 2023; l'interdiction de la mise en place de toilettes ou de vestiaires mixtes par le ministre de l'Éducation en mai 2024) laissent entendre que ces sujets y sont aussi socialement vifs.

Ces éléments de contexte sont importants à poser, parce qu'ils nous informent des impacts de rhétoriques autour de la nécessité de *protéger les enfants de l'idéologie trans* (en italique, une expression galvaudée empruntée à une frange de la droite conservatrice). Ces discours construisent les personnes trans ou non-binaires comme des menaces aux droits des femmes et des enfants, ce qui alimente un déclin des attitudes générales à leur égard. Par exemple, les derniers mois ont vu poindre le déclin significatif et rapide du soutien à des mesures soutenant les mineur.es trans, comme l'accès des mineur.es à des soins d'affirmation de genre (58% en accord en 2023 vs 48% en 2024) ou l'offre d'une option de genre neutre sur les papiers d'identité (49% en accord en 2023 vs 40% en 2024) (IPSOS, 2024), ce qui est à comprendre en dialogue avec les éléments de climat social discutés précédemment.

Ce climat social légitime les attitudes et les perceptions hostiles, voire haineuses, envers les communautés LGBTQ+. C'est ainsi que plusieurs organismes œuvrant auprès de ces personnes constatent une augmentation des discours haineux à leur endroit. C'est notamment le cas d'Interligne, du GRIS-Montréal et de la Coalition des familles LGBT. Dans son rapport annuel 2023-2024, Interligne, une ligne d'aide et de renseignements à destination des personnes LGBTQ+, rapporte une hausse significative d'appels rapportant des violences vécues (+68%) ou de la transphobie (+29%) comparé à l'année précédente. Le GRIS-Montréal, dont les bénévoles démystifient depuis 30 ans l'orientation sexuelle et l'identité de genre sur la base de témoignages, constate une forte recrudescence des résistances verbalisées par les

personnes auprès desquels ils interviennent. La Coalition des familles LGBT, qui est l'une des principales instances québécoises formant à ce sujet les professionnel.les (du milieu scolaire, de la petite enfance, de la santé et des services sociaux, etc.) travaillant auprès d'un public jeune, déplore aussi l'ampleur des appréhensions et des résistances chez les personnes formées. Il va sans dire que le contexte délétère affecte les communautés LGBTQ+, et particulièrement ses plus jeunes membres. Une étude récente montre en effet un lien de causalité entre l'adoption de lois anti-trans aux États-Unis et la hausse du taux de suicide des jeunes TNB (Lee et al. 2024). Des résultats similaires concernant le Québec/Canada devraient être disponibles dans les prochains mois.

Le climat social actuel eu égard aux personnes trans et non-binaires permet de comprendre les conditions de la libération des paroles et des attitudes d'hostilité à leur égard. Les données disponibles nous montrent que cette hostilité n'est pas le propre d'un groupe social ou religieux spécifique, mais plutôt d'une frange croissante de la population qui considère qu'on en fait trop pour accommoder des personnes trans dont les demandes seraient de plus en plus déraisonnables. À cet effet, un sondage états-unien révèle que 38 % des adultes estiment que « la société va trop loin pour accommoder les personnes trans », alors qu'une proportion presque égale (36%) estime qu'elle devrait les accommoder davantage (Pew, 2022)

La montée des discours haineux à l'égard des minorités sexuelles ou de genre concerne aussi les personnes non-hétérosexuelles, ainsi que les femmes, des minorités dont les droits nous semblaient acquis au Québec. Par exemple, un sondage CROP réalisé au printemps 2024 révèle qu'un nombre croissant de jeunes adultes adhère à l'idée d'une supériorité certaine de l'homme sur la femme. Ainsi, les taux d'accord avec l'énoncé "Le père de famille doit commander chez lui" sont passés de 27% en 2013 à 40% en 2024, alors que ceux concernant l'énoncé "L'homme conserve certaines supériorités naturelles sur la femme contre lesquelles on ne peut rien faire" (24% en 2010 c. 41% en 2024) (CROP, 2024). Puisque ces discours ne peuvent être attribués à une frange spécifique de la population, les efforts de prévention de l'intimidation ne devraient pas prendre pour cible un profil social, socioéconomique, religieux ou migratoire particulier, ou se cantonner au milieu scolaire ou aux réseaux sociaux, mais bien s'adresser à la population dans son ensemble.

Une communication claire des autorités gouvernementales

Les autorités gouvernementales gagneraient à s'enquérir auprès des personnes expertes sur les thématiques d'identité de genre et d'orientation sexuelle avant de proposer une initiative visant les communautés LGBTQ+, de manière à ne pas alimenter l'alarmisme ou la désinformation ambiante. Ainsi, quand le ministre de l'Éducation Bernard Drainville a décidé d'interdire la construction de nouvelles structures (toilettes et vestiaires) mixtes dans les établissements scolaires publiques, à l'automne 2023, cela ne correspondait à aucun besoin exprimé par le système scolaire, qui cherchait jusqu'alors plutôt à multiplier de tels espaces (Pilon-Larose, 2024). Quand le premier ministre François Legault annonce qu'un Comité de sages ne comprenant aucune personne concernée aura pour mandat d'éclairer les décisions gouvernementales relatives à la prise en compte des personnes trans et non-binaires, il laisse entendre que son gouvernement peut se passer de l'expertise directe des groupes communautaires et des universitaires qui connaissent ces réalités mieux que quiconque. Ces deux exemples montrent de quelle manière des membres du gouvernement contribuent à

positionner les personnes trans et non-binaires comme des « sujets de société » au sujet desquels toutes les opinions méritent d'être entendues.

Les violences homophobes et transphobes : des sujets qui concernent aussi les adultes

Les violences ou l'intimidation à caractère homophobe ou transphobe qui se donnent à voir dans la sphère scolaire couvrent un large spectre allant des blagues aux violences verbales, physiques et sexuelles. Il s'agit de violences qui sont à comprendre dans la continuité des violences sexistes. Elles relèvent toutes de violences dites genrées, qui ciblent les élèves dont leurs pairs estiment qu'ils ne jouent pas « adéquatement » leur rôle de fille ou de garçon, en fonction des standards en vigueur dans une culture, une époque ou au sein d'un groupe de pairs donné. Les personnes qui sont ciblées par ces violences peuvent certes s'identifier comme personnes LGBTQ+, mais ce n'est pas toujours le cas. À titre d'exemple, une enquête sur le climat scolaire et l'homophobie réalisée en 2007-2010 auprès d'un échantillon représentatif d'élèves du secondaire et du collégial a montré que les ¾ des élèves LGBTQ+ avaient été ciblés par des insultes homophobes, mais que c'était également le cas du tiers des élèves hétérosexuel.les (Chamberland, Émond, Bernier, Richard, Petit, Chevrier, Ryan, Otis et Julien, 2011).

Trois caractéristiques des épisodes d'intimidation homophobe et transphobe attirent notre attention : elles tendent à être banalisées; elles font l'objet de sous-déclarations de la part des victimes; et elles sont vues comme des dynamiques ne mettant pas en scène des adultes.

Premièrement, elles tendent à être banalisées, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas nécessairement lues comme relevant de violences, mais plutôt comme des phénomènes inhérents à des phénomènes de socialisation, notamment adolescente, ou tributaire du peu de vocabulaire des individus. Les adultes vont souvent rapporter considérer que leur intervention n'aura que peu de prise sur l'éradication d'insultes ou de violences homophobes ou transphobes, qui seraient nécessairement vouées à disparaître par elles-mêmes après avoir « fait leur temps ».

Deuxièmement, l'intimidation à caractère homophobe et transphobe est largement sous-déclarée par les gens qui en sont victimes. Plusieurs raisons peuvent contribuer à expliquer cet état de faits : la banalisation de ces violences (« Les jeunes disent *fif* pour tout parce qu'ils manquent de vocabulaire »), la définition étroite qu'en font plusieurs personnes (« Tu ne peux pas vivre de la transphobie si tu ne t'identifies pas comme une personne trans), ainsi que les risques inhérents au fait de rapporter en avoir vécu (« Si je rapporte avoir été traitée de lesbienne, est-ce qu'on va me demander si je le suis? ») contribuent à en faire parmi les violences les moins souvent déclarées (Galop, 2022; Roy, 2016).

Troisièmement, les violences scolaires à caractère homophobe et transphobe sont souvent représentées comme des épisodes d'intimidation mettant en scène des jeunes entre eux. **Les personnes adultes sont souvent considérées extérieures à ces violences**, qui ont d'ailleurs pour beaucoup lieu dans des espaces qui échappent à leur surveillance immédiate (par ex. couloirs, toilettes, cafétéria, vestiaires ou terrain de l'école). Le rôle dans les dynamiques homophobes et transphobes des adultes évoluant en milieu scolaire tend à être cantonné à celui des personnes appelées à intervenir, souvent après les faits.

Or, quantité d'études nous montrent que **des adultes qui évoluent dans la sphère scolaire sont partie prenante de l'intimidation homophobe et transphobe**, et pas uniquement en tant que témoins ou personnes visant à résoudre un conflit entre élèves. En effet, les adultes peuvent aussi être les victimes et les protagonistes de ces violences. **Les adultes peuvent être les victimes de l'intimidation scolaire homophobe et transphobe**, comme c'est le cas pour d'autres types d'intimidation (Plante, 2024). Des enseignant.es rapportent d'ailleurs que c'est en partie parce qu'ils anticipent vivre de l'intimidation qu'il leur arrive d'éviter d'aborder la diversité sexuelle et la pluralité des genres dans leur salle de classe (Richard, 2015). Les adultes LGBTQ+, quant à eux, peinent à savoir comment œuvrer au sein d'un milieu scolaire souvent perçu comme hostile à leur existence et à leur visibilité. Ces réalisations ont d'ailleurs mené certains syndicats et organismes à produire des brochures accompagnant la prise de décision relative au coming out d'adultes dans la sphère scolaire (par ex. GRIS-Montréal, 2017).

Les adultes peuvent également agir à titre de protagonistes de violences homophobes et transphobes. Ils peuvent tenir eux-mêmes des propos problématiques ou entretenir de la désinformation à l'égard de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, reconduire des conceptions de la normalité centrées sur l'hétérosexualité et le statut cisgenre, ou entretenir des conceptions, des attitudes ou des pratiques pédagogiques qui cimentent la binarité du genre. Tous ces comportements ne relèvent pas de l'intimidation à proprement parler, mais créent les conditions de possibilité de tels comportements violents, qu'ils légitiment. Ainsi, d'après les données d'une consultation mondiale sur l'éducation inclusive et les jeunes LGBTQ+ (Richard et MAG Jeunes LGBT, avec le soutien de l'UNESCO, 2018), 12,34 % des plus de 20 000 jeunes sondé.es rapportent avoir été « ridiculisé.es, taquiné.es, insulté.es ou menacé.es en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre » par un membre du personnel scolaire.

On peut déplorer cet état de fait, mais il n'est pas pour autant surprenant, dans la mesure où le personnel éducatif formé au Québec ne peut pas compter par défaut sur l'inclusion de sujets liés au genre et aux sexualités dans leur propre formation initiale. En effet, si l'identité de genre et l'orientation sexuelle sont des thématiques sur lesquelles le personnel est plus souvent renseigné qu'il y a quelques années seulement, l'inclusion de ces sujets dans leur cursus de formation se fait au gré des mobilisations puis des expertises locales disponibles, lorsqu'elles sont même disponibles. Il demeure par conséquent tout à fait possible de terminer sa formation initiale en enseignement sans avoir reçu quelque information que ce soit sur les réalités LGBTQ+. La situation pose d'autant plus problème que les personnes qui bénéficieraient le plus de ces contenus d'apprentissage sont par définition celles qui sont le moins susceptibles de chercher à s'en prévaloir (Aguirre, Moliner et Francisco, 2021). À l'heure où un nombre plus élevé que jamais des jeunes au Canada s'identifient comme non cisgenres (0,5% des jeunes de 12 à 17 ans) ou non hétérosexuel.les (20,7% des jeunes de 15 à 18 ans), il est plus que jamais nécessaire de se préoccuper collectivement de cet enjeu lié à la formation (Enquête canadienne sur la santé des enfants et des jeunes, 2019).

Des parents d'élèves qui font partie de l'équation

Des événements de l'actualité québécoise de l'automne 2024 (Hachey et Lacoursière, 2024) ont remis à l'ordre du jour les tensions de longue date entre le milieu scolaire et le milieu familial en ce qui concerne l'inclusion dans les programmes scolaires des sujets relatifs à la sexualité et au genre. Les parents d'élèves, spécifiquement, sont représenté.es comme faisant

preuve de résistance face à un cursus scolaire qui se voudrait progressiste en matière d'identité de genre et d'orientation sexuelle. L'anticipation des réactions négatives de parents d'élèves figure d'ailleurs dans les principales craintes des enseignant.es à l'idée de parler des réalités LGBTQ+ (Richard, 2015).

Les parents font pourtant partie de l'équation, et ils ne parlent pas d'une même voix. Une majorité de parents d'élèves ne se retrouvent pas dans les initiatives et résistances d'une frange plus conservatrice, mais ils peuvent néanmoins entretenir des inquiétudes ou des incompréhensions qui sont légitimes. Il est nécessaire de leur offrir des espaces pour les déposer, mais surtout pour obtenir des informations claires et rassurantes sur ces sujets socialement vifs. Les parents doivent également faire l'objet de communications claires de la part des autorités scolaires et gouvernementales. Il est en effet impossible d'aborder le milieu scolaire en huis clos, sans considérer le milieu familial et les perceptions qui peuvent y perdurer et, dans certains cas, entrer en confrontation avec l'inclusion envers la diversité sexuelle et la pluralité des genres qui prévaut, en apparence du moins, en milieu scolaire.

Des conséquences désastreuses sur les jeunes personnes concernées

Les épisodes d'intimidation basés sur le genre et la sexualité, de même que le système et le climat social qui les rendent possibles, ont des impacts négatifs majeurs sur la santé mentale des personnes LGBTQ+. C'est vrai quel que soit leur âge, mais les effets délétères sont accrus pour les personnes mineures, qui sont moins susceptibles que les adultes LGBTQ+ ou que les jeunes cisgenres et hétérosexuel.les de bénéficier de soutien, parental, amical, familial ou institutionnel (Hatzenbuehler, 2011).

Les impacts négatifs de l'intimidation sont connus de longue date, et sont les mêmes pour l'intimidation à caractère homophobe et transphobe que pour l'intimidation réalisée sur la base d'autres motifs. Ils concernent notamment la santé et ses déterminants (faible estime de soi, anxiété, détresse, isolement, consommation excessive, idéations suicidaires) et la réussite scolaire (difficulté de concentration, absentéisme, décrochage scolaire, aspirations scolaires amoindries). Ceci dit, certains facteurs de risque supplémentaires sont propres aux jeunes LGBTQ+. Par exemple, iels ne peuvent pas compter par défaut sur le soutien, les conseils et la compréhension des membres de sa famille, qui sont susceptibles de ne pas connaître leur identité de genre ou leur orientation sexuelle, ou de ne pas l'approuver. Les jeunes LGBTQ+ sont aussi appelé.es à se construire et se penser dans une société qui n'a pas prévu leur existence, voire qui la déplore. Cela complexifie leur rapport au monde. À titre d'exemple, les deux tiers des jeunes LGBTQ+ (66,81%) qui habitent en Amérique du Nord rapportent avoir de la difficulté à se projeter dans l'avenir en tant que personne LGBTQ+ (Richard et MAG Jeunes LGBT, avec le soutien de l'UNESCO, 2018).

L'absence d'alternatives aux toilettes et aux vestiaires genrés, en milieu scolaire, est susceptible de miner la participation des élèves LGBTQ+ à des activités sportives, d'amoindrir leur sentiment d'aise et d'appartenance à leur établissement scolaire, de les priver d'opportunités de nouer et d'entretenir des relations amicales dites normales, voire avoir des conséquences délétères sur leur santé.

Nous l'avons vu, les personnes LGBTQ+ (ou issues de familles LGBTQ+) n'étaient pas les seules à être ciblées, ou impactées, par l'intimidation homophobe et transphobe. Ces violences sont autant de messages visant à faire comprendre à toutes les personnes qu'il y a des choses

acceptables et des choses non acceptables quand on est une fille ou un garçon, une femme ou un homme. Il peut s'agir de comportements, de vêtements, de loisirs, d'habiletés, de désirs amoureux ou de préférences sexuelles. Ces lignes directrices varient en fonction d'autres rapports de pouvoir, qu'ils relèvent de l'âge, de la racisation ou de la classe sociale. À l'heure où on constate une montée des discours masculinistes, sexistes, homophobes et transphobes au Canada - surtout auprès des jeunes adultes – (CROP, 2024), il est plus que jamais nécessaire de prendre acte des manières dont se joue l'intimidation homophobe et transphobe, des mécanismes lui permettant de perdurer et d'être perçue comme légitime, et des manières de la contrer.

Références citées

Aguirre, A., L. Moliner et A. Francisco (2021). "Can anybody help me?" High school teachers' experiences on LGBTphobia perception, teaching intervention and training on affective and sexual diversity. *Journal of Homosexuality*, 68(14), pp. 2430-2450.

CROP Canada (2024). La dysfonction sociale chez les jeunes au Canada. Sondage, 27 septembre 2024.

Chamberland, L., G. Émond, M. Bernier, G. Richard, M.-P. Petit, M. Chevrier, B. Ryan, J. Otis et D. Julien (2011). *L'homophobie à l'école secondaire au Québec. Portrait de la situation, impacts et pistes de solution*. Rapport de recherche, Montréal, Université du Québec à Montréal.

GRIS-Montréal (2017). De l'autre côté du placard. Petit guide du coming out à l'intention du personnel scolaire. Montréal: GRIS-Montréal.

Galop (2022). *Barriers to reporting anti-LGBT+ hate crime*. Londres: Galop UK.

Hachey, I. et A. Lacoursière (2024). Éducation à la sexualité. Des parents bloquent des contenus dans trois écoles. *La Presse*. 1er novembre 2024.

Hatzenbuehler, M.L. (2011). The social environment and suicide attempts in lesbian, gay, and bisexual youth. *Pediatrics*, 127(5), 896-903.

Pilon-Larose, H. (2024). « Drainville maintient les toilettes mixtes existantes, mais interdit les nouvelles ». *La Presse*, 1^{er} mai 2024.

Plante, C. (2024). La violence envers le personnel de soutien atteint des sommets, avertit un syndicat. *La Presse*, 10 octobre 2024.

Richard, G. (2015). The pedagogical practices of Québec high school teachers relative to sexual diversity. *Journal of LGBT Youth*, 12(2), pp. 113-143.

Roy, J. (2016). *Les crimes motivés par la haine envers les homosexuels : une étude compréhensive du stigma homosexuel et de son impact sur la reportabilité des événements de victimisation criminelle*. Mémoire de maîtrise en criminologie. Université de Montréal.

UNESCO (2023). School violence: Why gender matters and how to measure school-related gender-based violence. Paris, UNESCO.

Wang, C., G. Butler, S.L. Wong, C. Steensma, B. Jackson, M.T. Betancourt et K.C. Roberts (2019). Identité de genre et attirance sexuelle chez les jeunes Canadiens : résultats de l'Enquête canadienne sur la santé des enfants et des jeunes de 2019. *Promotion de la santé et prévention des maladies chroniques au Canada*. 2023;43(6):332-339. <https://doi.org/10.24095/hpcdp.43.6.04f>

4. Liste des recommandations

- Considérant l'urgence d'outiller le personnel éducatif à intervenir de façon systématique pour mettre un terme aux violences à caractère homophobe et transphobe;
- Considérant la nécessité d'offrir des espaces pour que le personnel éducatif fasse preuve de réflexivité quant à son rôle dans les dynamiques de violence à caractère homophobe et transphobe;
- Considérant l'importance accrue du rôle du personnel éducatif dans un contexte de désinformation autour de l'existence des personnes LGBTQ+;
- Considérant que les initiatives actuelles de formation systématique du personnel éducatif en matière d'identité de genre et d'orientation sexuelle sont au mieux ponctuelles et réalisées au gré des ressources et velléités locales;

- Le GRIS-Montréal recommande d'offrir à l'ensemble des futur.es membres du personnel éducatif une formation initiale obligatoire sur les enjeux relatifs à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre qui soit exhaustive et rigoureuse sur le plan empirique. Cette formation devrait aussi permettre aux personnes formées de déposer leurs appréhensions, leurs préjugés, leurs réticences ou leurs résistances face aux identités LGBTQ+.

- Le GRIS-Montréal recommande d'offrir à l'ensemble des membres du personnel éducatif en exercice des formations complémentaires gratuites sur les enjeux relatifs à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre qui soient exhaustives et rigoureuses sur le plan empirique. Ces formations devraient aussi permettre aux personnes formées de déposer leurs appréhensions, leurs préjugés, leurs réticences ou leurs résistances face aux identités LGBTQ+.

- Considérant la manière dont les mouvances anti-genre s'approprient de plus en plus la rhétorique des droits parentaux;
- Considérant les freins que peut représenter, pour les professionnel.les de l'éducation l'anticipation des représailles de parents d'élèves sur des sujets liés au genre ou à la sexualité;
- Considérant la nécessité de mieux arrimer les apprentissages scolaires et familiaux des élèves concernant des sujets dits sensibles;
- Considérant l'importance des parents dans un contexte de désinformation autour de l'existence des personnes LGBTQ+;

- Le GRIS-Montréal recommande de mettre en place une communication concertée et systématique à l'endroit des parents d'élèves concernant les contenus du programme de Culture et citoyenneté québécoise

- Considérant les motifs de sous-déclaration de l'intimidation homophobe et transphobe des séances d'information à l'endroit des parents d'élèves;

- Considérant la difficulté pour le personnel éducatif de faire preuve de réflexivité quant à son rôle dans les dynamiques de violence à caractère homophobe et transphobe;

- Le GRIS-Montréal recommande que les établissements scolaires diversifient leur méthode de captation des épisodes d'intimidation homophobe et transphobes, en permettant le dépôt anonyme de situations problématiques (par exemple, en format papier dans l'établissement scolaire et en format numérique, par le biais d'un QR code).

- Considérant l'importance pour l'ensemble des élèves et des membres du personnel scolaire d'accéder à des espaces sanitaires où se sentir en sécurité;

- Le GRIS-Montréal recommande que les établissements scolaires prennent des dispositions pour offrir des toilettes et des vestiaires non genrés pour les personnes qui émettraient le besoin de s'en prévaloir.